

## Loi sur l'intégration et l'aide sociale (LIAS)

### Consultation relative à l'avant-projet de révision

Voici, ci après, les éléments relevés par le CMS de Saxon. Nous avons rajouté des remarques qui viennent donc compléter celles émises le 23 juillet 2019 lors de la participation à la Commission Sociale.

- |                  |  |
|------------------|--|
| Art. 1. Al. 2 i. | Il serait souhaitable de préciser cet article, notamment ce qui est entendu par « <i>politiques transversales</i> ».   |
| Art. 3           | selon la CSIAS, il est mentionné 8 principes de l'aide sociale. Lors de cette révision, il en manque 3: « <i>Couverture des besoins, professionnalisme, efficience</i> ».  |
| Art. 4 al. 2     | Il serait utile de définir les deux types de bénéficiaires soit: « <i>aide sociale matérielle ou personnelle</i> ».  |
| Art. 4 al.4      | Il serait souhaitable de rajouter la notion « <i>d'enfant à venir (grossesse en cours)</i> ».  |
| Art. 6           | Il serait souhaitable de préciser à qui sera destiné ce rapport dont il est fait mention dans cet article ?  |
| Art. 7 c         | Selon art. 39, les autorités communales décident également des sanctions et des restitutions. Il serait donc important de les mentionner également dans cet article.   |
| Art. 8 f.        | Le service social <u>collabore</u> avec les organismes reconnus afin d'établir une stratégie d'insertion   |
| Art. 8 j.        | Les résultats de l'enquête, mandatée par le Canton, doivent être annoncés par l'autorité d'aide sociale et non les CMS. Par cet article tel qu'il est écrit, le Canton se décharge.                                    |
| Art. 8 k.        | Il serait intéressant de compléter cet article avec le fait que les CMS prêtent également leur concours en matière de formation.   |
| Art. 8 al.2      | L'Etat ne devrait pas imposer un type d'organisation aux Communes.<br>Il serait également utile de préciser quel serait le rôle de ce responsable unique ?   |
| Art. 9           | Est-ce qu'il s'agit du GVCMS lorsqu'on parle « <i>d'organisation faîtière des CMS</i> »<br>Cela semble peu clair.  |
| Art. 9 c.        | Par qui ou par quel biais l'harmonisation des pratiques va-t-elle être effectuée ?<br>S'il s'agit de la commission sociale, il serait utile de le spécifier.   |
| Art. 12          | Il serait utile de mentionner que le SAS peut également ordonner, si la situation l'exige, au bénéficiaire d'entreprendre les démarches pour un suivi psychologique et qu'elles sont les conséquences en cas de refus. |

- Art. 12 j. Il serait utile de préciser si Le SAS décide des mesures d'insertion ou les approuve ?
- Art. 17 al. 2 Il serait utile de spécifier que certain public cible peut être amené à être obligé de déménager (jeunes adultes de moins de 25 ans). Sinon, cet article est contradictoire avec l'application des directives actuellement en vigueur.
- Art. 18 Il serait important d'indiquer quelles seraient les conséquences en cas de refus du bénéficiaire d'atteindre les objectifs fixés par les autorités communales? Indiquer qq part que si troubles psy ou absence de collaboration à la réinsertion, le canton oblige un suivi psy
- Art. 19 al.3 Il serait souhaitable de préciser par qui seront faites les conventions.
- Art. 24 al. 1 « *La prévention sociale comprend toutes mesures permettant de rechercher les causes de précarité [...]* ». Cela questionne. En effet, la prévention doit agir sur les causes ressortie lors d'une étude par exemple, et non les rechercher.
- Art. 24 al. 2 Il ne semble par nécessaire de préciser « *public cible* ».
- Art.26 al.2 Tel qu'écrit dans la LIAS, il n'y aurait pas qu'uniquement les mesures ISA qui permettrait donc d'éviter l'exclusion ou l'isolement social mais tout type de mesure ?
- Art. 26 al. 6 « La décision d'activer une mesure est de la compétence du service en charge de l'action sociale qui statue sur proposition du CMS ou de l'autorité... »  
La compétence des AS devrait être mise en avant.
- Il faudrait également évoquer le cas de refus de mise en place de mesure (ou imposition) soit par l'autorité, soit par la commune. Que faire dans ces cas ?
- Art. 27 Il serait utile de préciser ce qui est entendu par : « *Le département définit et adopte les mesures d'insertion et coordonne le dispositif* ».
- Art. 28 al. 2 Il serait nécessaire de renvoyer aux articles 43 et 44 pour l'aide réduite (urgence et appoint).
- Art.32 Ce revenu hypothétique est pris en compte avec l'obligation de laisser au bénéficiaire les normes d'urgences. Ne serait-il pas intéressant de conditionner cet article quant à la durée de la prise en charge d'un revenu hypothétique. En effet, cela aurait pour conséquence qu'une famille vive plusieurs années aux normes d'urgences.
- Art. 33 e. Il faudrait définir l'expression « *emploi convenable* » et préciser que cela reste toujours en fonction de la situation sociale, santé, de la personne.
- Art. 36 Quels moyens donnerons-nous aux bénéficiaires pour participer à la vie sociale et active ?
- Art. 39 a. Il serait souhaitable de préciser le terme « intentionnellement », car cela semble trop subjectif.
- Art. 39 c. Il faudrait définir l'expression « *mesure raisonnablement exigible* ».

- Art. 39 f. Il faudrait définir l'expression « *s'est montré irrespectueux* » car cela semble trop subjectif.
- Art. 41 al. 2 c. Il semblerait utile de préciser la durée maximum d'une sanction.
- Art. 44 Quelles seraient précisément les conditions à remplir pour bénéficier de cette aide ?
- Art. 46 Est-ce que cet article garantie les 10.-/jours de minimum vital incompressible selon la Constitution ? Si tel est le cas, il serait utile d'ajouter cette précision.
- Art. 50 al.4 Il serait utile de préciser de quel service il est question.
- Art. 55 b Il faudrait définir ce qui est entendu par une « *fortune importante* ».
- Art. 55 f. Cet article semble très subjectif : « *lors de la reprise d'une activité lucrative, si cela conduit à des conditions si favorables qu'une renonciation au remboursement semblerait inéquitable [...]* ». Cela permettrait une grande marge de manœuvre pour les Communes.
- Art. 58 Pourquoi la notion des biens à l'étranger n'est-elle pas reprise ?
- Art. 65 al 1 a) et b) Il serait utile de préciser si ces deux points sont, ou non, cumulatifs pour que les informations puissent être transmises aux personnes chargées de l'application de cette loi ?
- Art. 67 Il serait utile de préciser que c'est le rôle du CMS de transmettre la demande d'enquête au SAS.
- Art. 71 al. 3 Le courrier pour informer les personnes du résultat de l'enquête doit être fait par l'autorité communale et ainsi éviter de mettre l'AS au 1<sup>er</sup> plan. Voir art. 8 j.
- Art. 79 al 3 e. Cet article semble mettre une pression accrue sur les AS.

Pour finir, il est vraiment questionnant que l'aide sociale personnelle soit si peu développée alors qu'il s'agit également d'une part importante des tâches assumées par les assistantes sociale au CMS, peut-être même le cœur de leur travail avec les bénéficiaires.

Saxon, le 12 septembre 2019.